

marchandises. Ce secteur ne peut que croître avec la crise des débouchés (publicité, marketing, etc...). D'autre part, le secteur public improductif s'est gonflé en vue d'éviter le chômage latent. Celui-ci n'est nécessaire ni à l'accumulation ni à l'accroissement des débouchés ; bien plus, il constitue une charge supplémentaire à financer.

D'où un double effort de la bourgeoisie :
rentabiliser les secteurs publics productifs (EDF, SNCF, Charbonnages, etc...), de façon à réduire le coût de leur fonctionnement et le prix de leurs prestations et marchandises.

rationaliser les secteurs publics improductifs (Enseignement, ORTF, etc...).

Ces deux efforts ne se traduisent pas par les mêmes mesures, mais ont pour conséquence l'accroissement du chômage.

La période à venir se caractérise par l'exacerbation de la concurrence au plan mondial, que le capitalisme français, en raison de ses faiblesses doit particulièrement ressentir. La bourgeoisie ne peut que chercher à déplacer ses contradictions sur les travailleurs. Une nouvelle stratégie patronale se dessine :

- licencier, quitte à accroître les salaires de ceux qui restent
- ne rien accorder en dehors des contrats.

L'intégration du mouvement ouvrier est une *nécessité* pour le capitalisme. Il s'agit de déterminer les formes de luttes susceptibles de contrer l'offensive bourgeoise qui se profile à l'horizon.

2) En Mai 68, la bourgeoisie a eu peur. Publiquement, elle affirmait avoir trouvé son équilibre. Et en comparaison avec les convulsions de la IV^{ème} République, ses communiqués de victoire semblaient fondés. Puis, ce fut l'abîme. Derrière la façade de roc et d'acier, un édifice de sable. Si De Gaulle rétablit la situation, il ne retrouva pas la confiance. Une dernière fois le sauveur accomplit son miracle. L'appel du 30 Mai, les fidèles de l'Etoile, les élections de juin furent autant d'opérations réussies. Mais aux yeux des plus avertis, la réussite tenait plus à la dérobade des organisations ouvrières qu'au pouvoir du vieux sorcier. Et s'ils se turent et serrèrent provisoirement les rangs, ils avaient cependant tiré les leçons de l'aventure...

Lors de notre premier congrès nous analysions la convalescence précaire du gaullisme. Deux mois plus tard, à l'occasion d'un referendum sans histoires, la grande bourgeoisie, jugeait le moment opportun pour se débarasser du bonaparte sénile et encombrant, dangereux par ses caprices incontrôlables et ses rêves de grandeur. A travers une campagne de presse à la progression savante, on vit les porte-parole du Grand Capital, Giscard en tête, abandonner De Gaulle sous le prétexte de désaccords sur la régionalisation et le Sénat. Par delà les menues querelles, il devenait clair que pour la bourgeoisie, l'heure de la succession avait sonné. L'heure était d'autant plus propice que quelques mois avant, dans un discours à sensation prononcé à Rome, Pompidou avait postulé à la succession, rassurant ainsi la bourgeoisie sur la continuité et surtout calmant sur l'angoisse du vide.

Il devenait clair dès lors, que cette succession sans douleur était de loin préférable à une crise brutale. L'opération réussit. De Gaulle tint parole et partit. Pompidou fut élu.

Les leçons de Mai tirées du camp de la bourgeoisie n'impliquaient pas un simple changement d'homme de proue, mais aussi un réajustement de politique. Continuité, certes ! C'était la condition indispensable au maintien d'une majorité de gouvernement encore soudée par les souvenirs de la splendeur gaulliste. Mais réajustement des objectifs aussi, dans le sens d'une plus grande modestie ; certains diront d'une plus visible médiocrité. Les rêves de grandeur, d'arbitrage des grands, de force de frappe, devaient être réévalués. La tentative de faire valoir le patrimoine culturel français face à la puissance économique réelle des interlocuteurs internationaux apparaissait comme un bluff. Pour les gestionnaires lucides et modérés du capital, il devenait indispensable de rentrer dans le rang, de réintégrer le giron atlantique, de se contenter de quelques places fortes dans le partage du gâteau imperialiste, sans essayer de grossir la grenouille française à la taille des bœufs.

On parle donc d'ouverture dans la continuité.

Mais l'après gaullisme ne signifiait pas un simple réajustement de politique. Il signifiait aussi un changement de structure du pouvoir. De Gaulle avait réussi dans la débâcle du parlementarisme, à se hisser sur les baïonnettes des ultras d'Algérie, des colons, des paras, en espérant les désarmer un jour pour mener à son gré sa politique européenne et internationale de prestige. Le projet correspondait à la montée d'une bourgeoisie industrielle lasse du poids des guerres coloniales et de la petite bourgeoisie agraire vivant dans les mythes d'une époque révolue. De Gaulle réussit à satisfaire les aspirations de ces secteurs de pointe du capitalisme tout en agglomérant des personnels politiques divers autour de son personnage : gaullistes de gauche et sociaux, catholiques de droite, barbouzes, gens du milieu, capitaines d'industrie, capitaines tout court, anciens combattants, semi-pétainistes, centristes désabusés. La majorité gaulliste n'était pas un parti, mais bien une société du 10 décembre-recrutée à l'appel du bonaparte qui lui tenait lieu de clef de voûte.

De Gaulle parti, l'héritage était menacé par le partage. L'ouverture proposée cherchait à l'éviter. En invitant le maximum de partis, de courants à la table gouvernementale, Pompidou espérait retarder l'heure de la crise. Pourtant, il était inévitable que l'ouverture signifie la dissolution interne. L'avènement des cliques, des complots, des cabales. Libéraux contre Croix de Feu, les vieux comptes devaient être réglés. L'arbitre disparu, les querelles et les contentieux resurgirent. On se disputa le label d'orthodoxie. Chaban pouvait parler de gauche ou de nouvelle société. Il était clair que ce régime n'avait plus ni d'ambition, ni d'idéologie, sinon l'ambition de se survivre et l'idéologie du profit. Pompidou, malgré ses silences, ne pouvait tenir le rôle de son ancien patron. Il n'en avait ni la taille, ni les moyens, pas plus que des sourcils suffisant pour faire un personnage. L'heure du milieu, de la mafia, des coteries était venue. Sanguinetti tirait à droite vers Soustelle, Capitan à gauche, les inconditionnels de jadis comme Fouchet quittaient le navire.

Alors que cette société des suppôts bénévoles ou appointés du régime se dissolvait, alors que ployait sa charpente politique, de plus en plus apparut son ossature policière, officielle ou parallèle.

Quel est l'avenir d'un régime sans autres projets que le bricolage et les expédients, sans autre point d'appui que sa propre matraque, autour duquel se creuse le vide de la désaffection, au sein duquel ressurgissent les divisions profondes un moment estompées ou tuées par opportunité ? Personne ne peut répondre sans risquer de quitter la politique pour la cartomancie. Mais rares seront ceux qui voudraient tout miser sur un cheval aussi boiteux. Il en résulte une faiblesse connue et une instabilité chronique du pouvoir qui ouvre une période d'instabilité durable.

3) Alors que les difficultés de l'UDR reflètent celles, plus profondes, du camp bourgeois lui-même, le PCF, parti majoritaire dans la classe ouvrière, aurait dû apparaître comme le challenger principal. Pourtant ses propres crises ont fait écho à celles du principal parti bourgeois. Et il ne s'agit pas de difficultés conjoncturelles liées à l'après mai, mais de difficultés beaucoup plus fondamentales.

En effet, au lendemain de mai 68, les deux piliers de la politique du PCF étaient ébranlés. Il se mit à claudiquer des deux pieds.

La vieille stratégie frontiste visant depuis plusieurs années la conquête de la majorité électorale par l'union de la gauche est soumise à rude épreuve par la pratique. Alors que la candidature Mitterand lui avait donné un certain crédit en 65, alors que depuis d'élections cantonales en élections municipales le PCF tenait la classe ouvrière en haleine en tenant la comptabilité des voix grignotées, cette gauche péniblement et patiemment rassemblée, s'est évanouie dans les urnes de juin 68. Pire, les alliés électoraux eux-mêmes, radicaux et socialistes en tête, ont fondu comme beurre au soleil de mai, laminés entre la bourgeoisie peureuse et cocardière et la grève générale. A tel point qu'il faudrait les regonfler artificiellement pour leur rendre quelque réalité, le plus sage étant encore de temporiser et d'attendre que l'allié électoral indispensable ait repeint sa façade.

Par ailleurs, l'invasion de la Tchécoslovaquie, puis le massacre des travailleurs de Gdansk ont quelque peu entamé l'autre pilier. Celui de la défense de l'URSS qu'on n'ose plus présenter comme un modèle de socialisme. On préfère insister sur la